

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LA CONSOLIDATION DÉMOCRATIQUE

La Vague inverse Troisième ?

ESZTER NOVA*

Peut la consolidation des pays récemment démocratisés se laisser distraire ou infirmée par les difficultés économiques ? La troisième vague démocratique a coïncidé avec l'introduction rapide de l'État-providence. Les difficultés actuelles de l'État-providence insoutenable par association peut miner la crédibilité de la démocratie en général dans les pays de la troisième vague. La direction la plus notable qu'il peut prendre est la modèle chinois « nouvelle autoritaire » proposé par l'exemple de Singapour - le seul État non démocratique pauvre en ressources naturelles, mais avec un PIB d'une économie développée. Les mérites prétendus du modèle « nouvelle autoritaire » incluent la capacité de retirer des avantages sociaux et réduire les dépenses publiques sans encenser le grand public. Elle risque encore, toutefois, à défaut de livrer les biens publics en raison du manque de transparence et l'érosion des libertés civiles. Cet article définit la tâche de prendre en compte les aspects économiques de la consolidation des démocraties de la troisième vague.

Mots-clés : démocratie, la consolidation démocratique; économie politique; Crise économique; troisième vague; État-providence

*

Introduction

Que ce soit une démocratie consolidée peut dépendre principalement sur les définitions que nous adoptons (Nouvelle 2011). Ils existent différentes définitions de la démocratie à la fois (Mill 1859, Lipset, 1959; Diamant 1990 et 1999; Huntington, 1996; Schmitter 2010) et de la consolidation de la démocratie (Przeworski 1991; Plattner 1998; Schedler 1998; Linz-Stepan 1996b; Zakaria 1997). En plus des définitions différentes, la séquence des événements ainsi que des locaux et des circonstances historiques pèsent le plus lors des transitions démocratiques. Il y a plus d'une douzaine d'aspects de la consolidation de la démocratie que peut éprouver un tour inverse, si les circonstances tournent à l'aigre. Il a abouti à une liste de problèmes que les pays nouvellement démocratisés sont liés à face.

Cet article se penche sur les risques et les causes probables d'une onde inverse anti-démocratique dans les pays de la troisième vague (Huntington, 1991; Schmitter-Santiso 1998; Huntington, 1996; Diamond, 1999). Le document reflète sur les récents développements en Europe embrassant sur le modèle asiatique.

L'hypothèse est que les difficultés économiques ont érodé la crédibilité des élites politiques démocratiques tout comme l'existence des démocraties non libérales ont érodé la respectabilité du mot « démocratie » en général (Zakaria 1997) que pour laisser place à la demande d'un nouveau style de leadership autocratique qui espère d'aborder la récente mauvaise gestion économique.

La récente « ouverture à l'Est », les débats sur les désavantages économiques de la démocratie et les avantages d'un leadership fort (surtout celui d'un exemple type de Singapour) mettent en évidence la plausibilité de ces hypothèses - ainsi que l'adoption du modèle chinois en termes de la rhétorique des politiciens hongrois en particulier.

La méthode

* *Eszter Nova*: Institut des sciences politiques, Université ELTE, Fellow, Institut de recherche financière, Budapest, Hongrie.

Comme il est suggéré dans le titre, nous allons utiliser le modèle conceptuel de Huntington et d'adopter la modèle de vague de la démocratisation pour les besoins de cet article. Selon ce concept, nous pouvons maintenant connaître à la fois la quatrième vague de démocratisation (au Moyen-Orient) ou l'onde inverse tiers de la démocratisation dans, par exemple, Europe de l'Est. Cet article se concentre sur ce dernier.

Pour les fins de la présente étude, nous avons adopté la définition de Giuseppe di Palma de consolidation de la démocratie, selon laquelle la démocratie est consolidée quand il devient « le seul jeu en ville » (Linz-Stepan, 1996a), à savoir lorsque personne ne pense à agir en dehors de la institutions démocratiques et aucun pouvoir d'importantes politiques aspirent à accéder au pouvoir par des moyens non démocratiques. Consolidation des démocraties, cependant, ne signifie pas que tout recours dans les anciennes méthodes autoritaires est rendue impossible. Le véritable test de la consolidation est donc, peut-être, qu' une démocratie autoritaire peut résister à la pression en temps de crise. L'article propose une réflexion sur l'attraction des démocraties européennes de l'Est de la troisième vague de tendances autoritaires en période de ralentissement économique.

Avant d'assister à la question des aspects économiques de la consolidation de la démocratie, nous soulignerons les autres causes possibles d'une onde inverse démocratique et réfléchir brièvement sur leur actualité.

Revue de la littérature de la consolidation démocratique

A. La Vague inverse Troisième

Huntington a nommé cinq causes qui ont contribué à la troisième vague de démocratisation. (Huntington 1991 :4) Tout changement inverse dans ces conditions peut indiquer, mais pas de prédire une vague inverse possible.

1) *Les problèmes approfondissants de légitimité des régimes autoritaires ont contribué à la troisième vague de démocratisation*

Les régimes autoritaires dépend en grande partie sur la performance économique (et dans certains cas, militaire) réussie de légitimité, plutôt que de soutien politique. Peut les questions relatives à la performance économique des démocraties d'aujourd'hui même saper les régimes démocratiques de la troisième vague ?

2) *Le taux de croissance mondiale sans précédent des années 1960*

Peut le ralentissement économique actuel nuire à la consolidation des jeunes démocraties ?

On pourrait aussi s'interroger sur le sort des démocraties de l'Europe occidentale après la seconde guerre mondiale, si cela était de l'interdiction prolongée sur les autoritaires (surtout communiste) alternatives pour accéder au pouvoir. Les partis communistes ont été interdits ou non autorisés à concourir dans des élections démocratiques. La légitimité des gouvernements est souvent faible, leur soutien du public était maigre jusqu'à les années 1960, lorsque la croissance mentionnée ci-dessus a finalement stabilisé les convictions démocratiques des électeurs.

3) *La transformation de l'Église catholique et les Églises nationales du défenseur du status quo à l'adversaire de l'autoritarisme dans les années 1960*

Cet aspect comporte peu pertinent aujourd'hui dans la région en matière de développement démocratique. L'Église catholique n'a pas émergé comme un adversaire des régimes démocratiques en Europe orientale.

4) *Le rôle des forces extérieures*

L'influence affaiblissant de l'Union Européenne et la baisse d'intérêt des États-Unis sont tous deux présents en Europe orientale. La question est de savoir si l'indifférence occidentale envers la région atteint le point de basculement au-delà duquel des élites politiques européennes de l'Est se trouvent dans l'attrait de la Russie, ou, plus récemment, du modèle chinois.

5) « Boule de neige »

Une fois la première démocratie vague tiers vacille, un domino-modèle peut s'ensuivre. Il peut creuser le fossé entre les pays dont les élites choisissent un alignement supplémentaire démocratique et d'autres dont les élites autoritaires retombent dans l'auto-complaisance.

B. Risques pour la consolidation

La consolidation des démocraties est une question plus délicate que celle de leur établissement. Durant les transitions, il y a un très large consensus sur l'opportunité de se débarrasser de l'ancien régime. Lors de la consolidation, toutefois, les décisions doivent être prises, les dilemmes face tandis que la force d'intégration d'un ennemi commun est absente.

Le dilemme de départ à cet égard est que les nouvelles élites ne sont pas homogènes. Alors que l'abolition de la dictature était profitable pour tous les segments des nouvelles élites aspirants, la mise en place des institutions et le choix de leur propre type de démocratie ne peut pas être profitable pour tous. (Schmitter 1993 :11-19) Il fait aussi une différence si les « pères fondateurs » des nouvelles démocraties sont des politiciens professionnels ou bien intentionnés de démocratiser autres vocations. La peur de ne pas gagner les (premiers) élections peuvent rendre le consensus difficile à réaliser.

Une fois au pouvoir, les élites ont des avantages de certaines postes pourvus - qui peuvent facilement conduire à une certaine forme d'oligarchie en réduisant l'exposition aux challengers. L'effet de parasitisme dans la participation citoyenne tend à souligner cet effet puisque les électeurs peuvent constater que leur contribution marginale dans le débat public - par vote ou de participation à des mouvements - a peu d'effet sur le résultat que Mancur Olson a théorisé. (Olson 1965) La plupart conviennent que une transition pacifique et consensuelle de la dictature à la démocratie est plus bénéfique pour le pays. Un tel pacte entre les anciens et les nouvelles élites, par contre, est la possibilité d'aliéner les électeurs. Si le grand public a été réduit à de simples spectateurs lors de la transition (l'absence d'une révolution populaire), on peut réduire le niveau d'identification avec le nouveau système politique. En temps de crise il affecte la légitimité non seulement des gouvernements actuels, mais l'ensemble du système de la démocratie.

Un autre dilemme est de savoir si (et dans quelle mesure) le capitalisme est une condition préalable à la démocratie. Lecture « rattraper » les économies les plus développées dans le but d'atteindre un niveau de performance similaire économique peut elle-même entraîner un recours à des méthodes autoritaires. Trouver le délicat (et changeant dynamiquement) équilibre optimal entre les marchés et la sphère publique est difficile mais nécessaire - dans des cas comme les dépenses sociales (voir plus loin), la protection monétaire intervention, la réglementation, des consommateurs et des employés, la promotion de l'industrie, etc.

Linz et Stepan soutiennent qu'il n'y a aucune raison pour que les transitions politiques et économiques doivent avoir lieu simultanément depuis les deux mis un lourd fardeau sur la population. Un gouvernement démocratique faible et immature n'est pas le mieux placé pour progresser en matière de privatisation, par exemple. Les élites ex-communistes serait tirer le meilleur parti de la situation à un stade précoce - de manière efficace à rétablir leur ancienne influence dans le domaine économique, qui est, dans cette interprétation, indésirable. L'exemple de la Hongrie est théorisé dans l'argument en faveur d'une réforme retard économique. (Linz-Stepan 1996a) Selon l'argument d'une structure faible et immature démocratique dans le sillage de l'effondrement de l'économie planifiée n'est pas le mieux placé pour créer et maintenir une économie de marché viable.

Dans la phase de transition de la population tolère une certaine quantité de difficultés économiques et les individus ont tendance à voir leurs difficultés personnelle comme des cas isolés et la situation économique globale positive - même en période de récession. Au cours de la transition politique de la légitimité du système politique ne peut rester forte en dépit d'une contraction économique réelle. Mais les acteurs politiques plus cultiver l'idée que la liberté réelle de bien-être plutôt que politique constitue la démocratie, plus la déception quand la richesse demeure insaisissable.¹

C. Légitimité Performance

L'insécurité (dans le bien-être ou à la guerre) ont tendance à créer nostalgie d'un leadership fort. Parmi les générations qui ont connu la dictature, la nostalgie prévaut. L'accent de cette nostalgie est sur la sécurité réelle ou perçue des moyens de subsistance, plutôt que le manque de liberté et de contrôle sur sa propre vie. Toute menace à la sécurité physique ou économique des citoyens réalise ainsi le potentiel de paternalisme. Mis à part une attaque militaire ou terroriste, il s'agit donc d'un ralentissement économique qui peut créer une demande pour des leaders forts.

Comme Linz et Stepan observer la transition de post-totalitaires systèmes (comme la Hongrie) crée, en quelque sorte, les démocraties les plus fragiles parce que la légitimité de l'ancien régime a déjà été basée sur la performance (essentiellement économique) plutôt que sur une idéologie utopiste. (Voir le cas de la Hongrie « État-providence prématuré » des années 1970). Les nouvelles démocraties doivent faire face à ces attentes démesurées - notamment en termes économiques - alors que les droits politiques ne sont que secondaires. (Linz-Stepan 1996b : 295) En conséquence, la population a une plus grande tolérance pour les limites de leurs libertés civiles que celle de leurs avantages sociaux et de bien-être.

¹ Surtout, comme ce fut le cas lors de la transition en Europe de l'Est, il n'y a pas d'équivalent à un plan Marshall ou de l'aide conditionnée à consolider le nouveau système.

Europe de l'Est est un exemple où la promesse de rendements futurs fait des difficultés économiques temporairement tolérable pendant la transition démocratique afin qu'ils ne menacent pas la légitimité du système politique. Przeworski souligne, toutefois, que la population sera moins disposée à accepter des difficultés à court terme si l'utilité à long terme des réformes est très incertaine. C'est quand il n'y a pas de sentiments ambivalents au sujet de la transition, comme la perte d'un empire (en Russie) ou un Etat lié à des controverses (dans l'ex-URSS). (Przeworski 1991 :163-165)

La démocratie et la croissance économique

« Peu de relations entre les phénomènes sociaux, économiques et politiques sont plus fortes que celle entre le niveau de développement économique et de l'existence de la politique démocratique. » (Huntington 1991 :21) La démocratie, toutefois, ne dépend pas exclusivement de l'état de l'économie, et la faiblesse économique ne se traduit pas directement dans l'impossibilité de la démocratie.

Lipset, lui aussi, met en garde contre le déterminisme brut comme tel. Un certain niveau de richesse (la taille de la classe moyenne, une meilleure éducation et largement accessible) est en effet une condition sine qua non de la démocratie, mais pas nécessaire pour y arriver. (Lipset 1959) « ... les deux facteurs les plus déterminants qui affectent la consolidation et l'expansion de la démocratie sera le développement économique et le leadership politique. ... Le développement économique rend la démocratie possible, le leadership politique, il est vrai. » (1991 :24 Huntington)

Ce n'est pas un certain niveau de richesse qui crée la demande pour les institutions démocratiques, mais plutôt le fait de la croissance économique. De même, l'électorat ne punira un gouvernement démocratique de la stagnation par rapport à la pauvreté relative. (Ferguson 2001 :364)

A. Polity vs économie, ou la démocratie contre la croissance économique

Compte tenu de la forte relation entre le développement économique et la démocratie se pose la question de savoir si une société démocratique ou d'un régime autoritaire est plus propice à la poursuite du développement économique ?

Quand il s'agit de la réussite économique, les acteurs du marché s'attendent à la liberté (par ex. réglementation environnement stable et non-intrusive et de respect des droits de propriété foncière) alors que les électeurs préfèrent la sécurité des moyens de subsistance (généralement attendue grâce à l'activisme politique de redistribution) rendant le vieux dilemme de la philosophie manifeste dans la politique. Le dilemme peut être ignoré pendant les bonnes années, mais elle doit être adressée dès que la marée économique s'éteint. Selon Ferguson il y a un conflit entre la démocratie et le développement économique en ce que la première demande l'égalité, tandis que le développement économique profite davantage de la liberté. (Ferguson 2001 :353) Cette ambivalence entre l'économie et la démocratie assure ainsi plus de cycles économiques.

D'autres opinent qu'il n'y a pas de statistiques compromises entre la démocratie et le développement économique. Selon Przeworski, les démocraties sont moins sujettes à des miracles économiques, mais ils sont aussi mieux à éviter des drames économiques en étant mieux à la négociation et la résolution de problèmes. Ces deux résultent en une augmentation stable de la richesse. Il est également ouvert à l'argument si les systèmes accroissent l'égalité du revenu, mais ils sont certains d'être mieux à articuler le mécontentement des plus démunis par des moyens politiques. (Diamond 1999 :7)

Beaucoup de recherches ont été consacrées à la question de savoir si la démocratie est corrélée positivement à la réussite économique et beaucoup ont donné leur meilleur effort pour prouver qu'il y a effectivement une corrélation positive entre les deux, mais le résultat est sans doute peu concluant. La question se pose de savoir si la démocratie est bonne pour la croissance économique et donc bénéfique pour la consolidation, ou, à l'opposé, si elle crée un sentiment de droit qui étrangle la croissance économique à long terme.

Le point de vue pessimiste sur la relation entre la démocratie et la croissance est que le comportement de recherche de rente des groupes d'intérêt, la politique court-termisme des politiciens et de la tendance pour la redistribution dans les démocraties finiraient par ralentir la croissance économique. La situation est encore aggravée par ce qu'on appelle le « problème de l'incohérence temporelle » où l'activisme économique des gouvernements est fortement lié au cycle électoral.

Une plus grande transparence et la responsabilité politique, cependant, ont pour but de maintenir les effets négatifs sur la baie. (Fidrmuc 2003) Mancur Olson et Amartya Sen a fait valoir que la démocratie a un impact positif sur le développement économique et la protection sociale, du moins par rapport aux monarchies qui les ont précédés. Si rien d'autre, les démocraties sont mieux à éviter les catastrophes économiques en raison de leurs mécanismes de rétroaction meilleurs. (Ferguson 2001 :348-349) droits de

propriété garantis également avoir un effet positif sur le développement économique, alors que les démocraties, en général, fournissent une forme plus stable de gouvernement par une meilleure réflexion sur l'aversion au risque des électeurs. (Quinn-Woolley 2001)

Les électeurs punirent les gouvernements de la volatilité économique et ne tolèrent pas les cycles économiques, même en échange de plus grande croissance dans l'ensemble. Ainsi, même si la corrélation positive entre la croissance économique et la démocratie n'est pas prouvée, les démocraties sont encore mieux d'assurer la stabilité politique, car ils reflètent l'aversion des électeurs à la volatilité, a affirmé Quinn et Woolley, tout en comparant la volatilité des régimes démocratiques et non démocratiques. (Quinn-Woolley 2001 :641) La croissance économique a une volatilité plus faible dans les démocraties que dans les systèmes autoritaires, conclure Quinn et Woolley. Jusqu'au début des années 2000, ce qui est.

Même si aucun des arguments ci-dessus sont concluants et aucune analyse quantitative pourrait fournir une preuve décisive de la supériorité économique des démocraties - donnée, si rien d'autre, les circonstances variables, durée de vie et le contexte historique des démocraties titre de la recherche - l'historien, Robert Barro a exprimé un point de vue plus nuancé lorsqu'il s'agit de rechercher les déterminants politiques de croissance économique. Il a fait remarquer qu'il existe une relation non linéaire entre la démocratisation (mesurée par l'élargissement des droits politiques) et la croissance économique.

Il y a quelques éléments qui peuvent être considérés séparément. L'extension des droits politiques contribue d'abord à la croissance économique par le biais des droits de propriété sûrs, un meilleur entretien de la primauté du droit, la consommation de la taille du gouvernement et de l'inflation. Améliorer l'espérance de vie, la scolarisation et le taux de fécondité plus faible également stimuler la croissance. Poursuite de la hausse des droits politiques, cependant, tend à retarder la croissance une fois un niveau modéré de la démocratie a été atteint. (Barro 1996 :70-71)

D'autres politiques publiques qui sont susceptibles d'être importants pour la croissance comprennent les distorsions fiscales, les programmes de transfert public-retraite et d'autres, et les règlements qui affectent les marchés du travail, financier et autre. Également susceptibles d'être importants investissements dans les infrastructures sont, la qualité de l'éducation et de la distribution des revenus et de la richesse. Mais le niveau sans cesse croissant des droits sociaux a tendance à ralentir la croissance à long terme. Comme Mancur Olson théorise l'effet free-riding, chaque joueur dans une démocratie ne peut trouver de nombreuses raisons de ne pas contribuer et amplement l'occasion de bénéficier de la redistribution. (Olson 1965)

Les élus se retrouvent sous les deux sens pressionnés dans un système politique démocratique. Ils doivent répondre à la demande de l'électorat à la fois pour une plus grande redistribution et celle des acteurs du marché pour diverses exemptions et de la concurrence limitant. Pendant ce temps, une élite démocratique ne peut reporter les conséquences de l'échec des mesures de politique économique. Dans le domaine économique, la démocratie a tendance à laisser tous les risques et les pertes socialisées et tous les avantages privatisés sans responsabilité à long terme des décisions politiques.

Ce n'est pas une politique économique particulière ou de l'activisme économique en général qui favorise la croissance économique, mais la stabilité politique - a écrit Huntington. (Huntington 1991b :59-60) Mais la stabilité politique est peut sans doute être mieux réalisés par des dictatures.

Périodique instabilité politique provoquée par des élections régulières est le résultat inévitable de la démocratie, dit Przeworski, mais il est toujours préférable de traiter que dans les dictatures, où le moindre signe d'instabilité pourrait signifier la fin du régime. (Przeworski non datée : 18) Par ailleurs, un régime autoritaire peut échouer même si elle réussit à atteindre ses objectifs économiques. (Huntington, 1991b : 59)

Les incitations perverses sont difficiles à éviter, une fois le gouvernement est intervenu. Bien que les participants du marché qui ont tendance à recourir à l'État pour limiter la concurrence en leur faveur, les transferts sociaux ont tendance à créer des pièges bien-être pour la plupart vulnérable.²

B. Bien-être contre la croissance économique ?

Ce qui constitue une réussite économique : un marché qui fonctionne bien ou un Etat-providence enviable ? Lequel des deux se traduit par des votes mieux ?

² Les pays ayant des ressources naturelles exceptionnelles pourraient créer des systèmes de protection sociale qui ont été jusqu'ici durable, comme cela a été dans le cas de la Suède. (Au Royaume-Uni, cependant, les recettes pétrolières et gazières naturel ont été consommés comme ils ont frappé le budget.) Les pays sans ces bonnes fortunes, cependant, ont amassé massif de la dette souveraine d'ici la fin du siècle. Les pièges de dépenses d'aide sociale insoutenable et sans fondement avantages sociaux (ou droits sociaux) se sont présentés dans la plupart des démocraties européennes à divers degrés de gravité.

Dans une démocratie, les politiciens sont tiraillés entre deux initiatives économiques : électeurs ont tendance à évaluer le succès économique par la taille et l'étendue des prestations sociales alors que les acteurs du marché ont tendance à préférer les libertés économiques. Les deux logiques s'opposent souvent depuis plus de moyens de redistribution plus de voix mais moins de liberté économique.

Przeworski souligne que les marchés et le public en général ont des opinions différentes quant au niveau optimal de redistribution. Le vote à la majorité dans les démocraties servirait donc celles qui n'en possèdent dans leurs efforts pour restreindre les droits de propriété d'autrui. (Przeworski 1991 :34; Ferguson 2001 :352)

Il y a une différence fondamentale entre les acteurs du marché et le politique en ce qui concerne la mesure de la bonne politique économique. Très simpliste, les acteurs du marché considèrent que la démocratie utile que si elle fournit un environnement économique stable, tandis que le public en général ont tendance à mesurer la taille de l'État-providence.

L'État-providence a émergé seulement dans la seconde moitié du XXe siècle, avec la deuxième vague de démocratisation. Dans sa forme actuelle, ni l'État-providence, ni de style occidental démocraties libérales ont eu une vie longue.³ L'Etat providence, dans sa forme actuelle n'est pas prouvé durable. Les transferts de richesse montrent généralement deux tendances expansives : l'expansion des bénéficiaires (les droits sociaux au lieu de ressources, prestations) et celle du service. Dans la seconde moitié du XXe siècle, elle a conduit à des montagnes de dettes souveraines.

C. Légitimité bien-être : Démocratie pour les Temps Biens Seuls ?

La démocratie a longtemps été considéré comme un luxe applicable que dans les pays avancés, les pays occidentaux, car une société pacifique et consentants est une condition préalable d'une démocratie qui fonctionne. (Plattner 1998) La démocratie est, en d'autres termes, n'est réalisable que dans un pays où l'électorat est largement satisfait de la performance de son gouvernement.

Depuis la guerre de la Seconde Guerre mondiale a progressivement cessé d'être l'indicateur de performance majeur dans le monde occidental. Défense efficace du territoire contre l'invasion étrangère et de la population contre l'agression intérieure ou extérieure (sécurité publique) a été progressivement remplacé par l'économie (et la protection) succès en tant que principale source de légitimité performance. La performance économique du gouvernement est difficile à mesurer - en particulier avec des considérations divergentes des marchés et des électeurs. La croissance économique elle-même est non seulement insuffisante comme indicateur de performance, il est également incertain pour apporter la satisfaction des électeurs. En résumé, la croissance économique tend à stabiliser une démocratie. (Przeworski) L'absence de celui-ci est, d'autre part, un bon indicateur de mécontentement politique à venir.

L'émergence de l'État-providence (et la création de la légitimité sociale) a coïncidé avec les deuxième et le troisième effet de la démocratisation en Europe. Il est donc difficile de dire si la légitimité des élections démocratiques découle de la liberté, cela signifie de l'intrusion de l'État dans la vie d'un individu ou il est plutôt basé sur la popularité de la protection sociale.

Il y a un certain nombre de directions dans lesquelles l'affrontement entre la majorité et la viabilité économique pourrait être réconciliés - conforme rien à la série complète de critères des démocraties libérales. Une telle idée a été la constitution budgétaire (Eusepi - Giuriato 2008) déjà mis en place sous une forme ou une autre, par exemple, aux États-Unis, la Pologne et l'Allemagne. Même si plafonds d'endettement répondre à de nombreuses controverses quand il s'agit de la mise en œuvre la pratique et la rigidité face à des situations d'urgence, les appels d'idées à un large public ainsi que celui de priver de leurs droits les personnes qui ne paient pas d'impôts directs - un sujet d'intellectuels publics envisagent de plus en plus fréquemment.

³ Les premiers pas dans la direction de l'État-providence moderne sont cependant pas de raisons humanitaires, mais ont été calculés pour parvenir à la stabilité politique. L'introduction de l'État-providence a même précédé le suffrage universel - afin de prévenir le mécontentement social. (La pension de vieillesse a été introduite par Bismarck en 1880. Il a fait valoir qu'un homme qui a dans sa vieillesse, une pension à espérer se sent en sécurité, est plus maniable et prévisible dans son comportement politique. Un argument récurrent, en particulier chez les conservateurs, c'est que la propriété conduit à conservatrice, la pensée du statu quo. Bismarck a reconnu ouvertement que la pension d'état est un «État socialiste idée», mais cela ne l'empêche pas de mettre en place le premier système public de retraite. C'était sous condition de ressources et appliquée seulement aux travailleurs d'extrêmement avancé ans -, avec l'âge de la retraite fixé près de 25 ans l'espérance de vie au-dessus à l'époque (Ferguson 2008 :202)) avec le temps, la vérification des a peu à peu cédé la place à des paiements automatiques en une sorte de «inverse des moyens de test »a été introduit sous la forme de plus haut degré de contribution pour ceux qui peuvent se le permettre, sous la forme d'une fiscalité progressive.

D. Consolidation au lieu d'expansion

La démocratie n'est pas parfaite - quelle que soit la définition. Le principe de la majorité ne garantit ni minorité ni les droits individuels, sans parler de l'élévation de la politique droit de leadership. Le flux constant de sondages d'opinion encourage le court-termisme des décideurs et crée l'ambiance d'une campagne permanente tandis que le financement des partis est la principale source de corruption.

« L'histoire se déroule dans un mode dialectique » - remarqua Huntington. « Tout mouvement substantiel dans une direction tend finalement à perdre de son élan et de générer des forces opposées. » (1996 :5 de Huntington) Selon cette logique, chaque réalisation historique perd de son élan pour laisser place à l'érosion des démocraties ou même un mouvement inverse. Huntington est, par conséquent, sur l'avis que l'accent doit être mis sur la consolidation des démocraties existantes.

La dernière vague de déception démocratique a balayé l'Europe entre les deux guerres. Les Etats-Unis est donc préférable de consolider les démocraties existantes, en améliorant la constitutionnalisme libéral, au lieu d'en créer de nouveaux. Sans libéralisme chaque expérience démocratique est dangereuse car elle peut conduire à l'érosion des libertés civiles, et l'abus de pouvoir de la majorité politique, ainsi que le renouvellement inévitable de conflits ethniques où elle peut s'appliquer.

Il y a des optimistes. Le débat public sera quant à l'amélioration de la démocratie par opposition à la recherche d'alternatives dans le XXI^e siècle, Zakaria prédit. (Zakaria 1997) L'existence de démocraties non libérales, cependant, peut encore discréditer la démocratie avec l'hégémonie idéologique généralisée de la décoloration démocratie en désillusion avec la performance réelle des nouvelles démocraties.

E. L'absence de solutions de rechange ?

Philippe Schmitter a observé que l'absence de crédibilité « systémique » alternative à la propagation de la démocratie libérale ne peut que générer des souches de son propre sein de la communauté démocratique. Faute de comparaison externe et une grande puissance qui favorise la démocratie pousse les pays à évaluer leur propre développement par leurs propres normes, ce qui est largement ouvert à l'interprétation. (Schmitter 1993 :2)

Cette observation, cependant, a été faite dans la foulée de l'effondrement communiste. Schmitter a noté que les démocraties européennes de l'Est, en particulier, sont « condamnés » à rester démocratique que parce que aucune autre solution possible. Leur problème respectif est re-tomber dans une certaine forme de dictature, mais non-consolidation. Les démocraties peuvent persister, mais opèrent dans un « ad hoc » ou « ad hominem » façons de faire face aux difficultés. (Schmitter 1993 :9)⁴

C'était, bien sûr, avant le développement économique sans précédent de l'Asie. Il a donné un exemple pour les partisans d'une alternative non-démocratique, surtout après les problèmes économiques se généralisent.

« De nouvelles alternatives autoritaires »

Selon Huntington, il y a deux alternatives majeures à la démocratie dans le monde post-communiste. L'un est l'alternative islamiste. L'autre, alternative potentielle beaucoup plus important, c'est ce qu'il appelle la « autoritarisme asiatique ». (Huntington 1996 :10-11) Compte tenu de la portée de ce document, nous allons seulement faire face à ce dernier. D'autant plus que les forces politiques en Europe de l'Est sont venus admirer la capacité du modèle à générer de la croissance économique - et l'absence d'une opposition tenace.

Le « autoritarisme asiatique » a été exprimée dans la doctrine du « nouvel autoritarisme » développé en Chine dans les années 1980 pour remplacer l'ancienne idéologie du marxisme-léninisme. Son attraction principale est la promesse de la réussite économique comparable à celui des économies est-asiatiques, notamment Singapour. Singapour résiste aux concepts occidentaux de démocratie et de droits de l'homme, parce que cela conduirait inévitablement à l'individualisme et le mépris de l'autorité qui conduit à l'érosion de l'esprit de communauté asiatique et de désintégration sociale, a fait valoir M. Lee Kuan Yew, ancien Premier ministre singapourien dans l'esprit de la « Singapour culturelle offensive ». Il faut plutôt protéger l'esprit de communauté asiatique où la communauté se tient devant l'individu qui est discipliné, obéissant, sujettes au

⁴ L'Argentine est cité comme un exemple de démocratie consolidée. (Pas de deux élections successives lieu selon les mêmes règles, les parties ont raison de craindre les aspirations hégémoniques de leurs adversaires, il y a des changements dramatiques dans les préférences des électeurs et les constitutions ne sont pas une garantie contre l'intervention du gouvernement. Le pouvoir exécutif est exercé «de manière personnalisée "avec l'État de droit reste fragile.

statu quo et observe les traditions en toutes circonstances. Ce que les gens veulent, c'est pas un gouvernement démocratique, mais bon gouvernement, affirme Lee. Celui qui offre bien-être économique, la stabilité politique et l'ordre social par le biais d'une administration efficace et honnête.

Cette approche est plutôt optimiste en ce qui concerne la nature humaine - du moins quand il s'agit de l'élite. Il met beaucoup de confiance dans l'honnêteté et l'efficacité des fonctionnaires, par opposition au système politique américain (où la transparence et la responsabilité sont de servir le but de purger l'élite de la malhonnêteté et de mauvaise gestion). Il considère, cependant, les membres du public comme trop inconsideré d'organiser leur propre vie. Selon de nouvelles personnes autoritaires approche agissant dans leur propre intérêt sont une source potentielle de problèmes, par opposition à un moteur de développement.

Un autre sujet de préoccupation est que Singapour est le seul Etat non démocratique, avec un PIB par habitant des démocraties avancées qui ne sont pas basées sur les ressources naturelles. (Huntington 1991 :23) Son exemple est encore souvent cité par les politiciens en route pour mettre en place un système politique autoritaire dans leur propre pays - en espérant que le succès économique suivraient automatiquement.

Il y a quelques inconvénients inévitables à l'arrangement autoritaire. Non seulement il reste sur une évaluation simpliste de la nature humaine (optimiste quant à la vertu de l'élite alors que déçu par le moral de la population), mais manquent aussi de mécanisme de rétroaction et la flexibilité indispensable à l'évolution de tout système politique. Il s'appuie aussi fortement sur la planification centrale ou du moins une forte coordination avec les incitations sur les marchés de chercher patrons politiques.

Cela n'a pas empêché Francis Fukuyama, par exemple, de faire l'éloge de la Chine sur la base de leur leadership.⁵ Extrêmement centralisé, il a affirmé qu'il a permis à la Chine d'exécuter le développement des infrastructures à une échelle inimaginable, par exemple, en Inde, où les mécanismes démocratiques et les intérêts groupes, mais tous les paralyser le système.

Faute de larsen, cependant, l'élite chinoise a de deviner la demande du public, afin d'éviter l'accumulation de griefs et de l'agitation qui en résulte public. L'absence de canaux institutionnels d'articuler l'opinion publique peut elle-même devenir une cause de tension dans une société émancipatrice. La croissance économique et l'implication d'une partie toujours plus importante de la population dans l'économie peut reporter la demande pour l'extension des droits politiques, mais il ne peut pas durer éternellement. Surtout si l'élite ne parvient pas à mettre en doute les besoins du public en temps voulu.

Il y a une dimension temporelle à la définition de la démocratie, car il change tout au long de l'histoire. Auto-correction est essentielle pour les démocraties. Grâce à elle, les démocraties sont capables de changer leur structure entière tout en respectant les règles et procédures établies à un moment donné. Les démocraties ont changé presque au-delà de la reconnaissance à travers l'histoire, observe Schmitter. Ils ont quitté la ville pour les États nations entières adoptent le principe de la représentation sur le chemin, ils ont supervisé l'expansion radicale de la franchise de vote ainsi que l'expansion de l'État (de la défense nationale et la sécurité publique à la réglementation, la redistribution et les fonctions de bien-être). (Schmitter 2010 :2-3) Tout cela s'est passé comme une réaction à la demande du public et grâce à parvenir à un consensus parmi les élites. Auto-correction est peut-être l'aspect le plus positif des démocraties que les systèmes autoritaires n'ont pas.

Conclusion

En raison de la récente crise économique, nous pouvons maintenant être confronté à la troisième vague de démocratisation inverse en Europe de l'Est. Les jeunes démocraties souffrent sous la pression de l'aile droite, anti-UE groupes politiques ainsi que l'indifférence au nom des démocraties occidentales. Les symptômes sont différents dans chaque pays (enracinée dans la culture politique, l'histoire et des circonstances particulières), mais le déclencheur a été invariablement le récent ralentissement économique.

Il a soulevé la question de savoir si les démocraties peuvent résister à la foudre d'une grave récession économique.

Il n'a pas été prouvé que la démocratie est corrélée positivement à la réussite économique, malgré les meilleurs efforts des savants de l'objet. Il y avait, cependant, une relation non linéaire entre la démocratisation et trouvé la croissance économique (la propagation de recherche de rente, politique court-termisme et le « problème de l'incohérence temporelle » étant les principaux responsables de la croissance en tournant la stagnation au cours du temps). En outre, certains aspects de la démocratisation et de libéralisation ont en effet montré une corrélation positive avec la croissance économique (droits de propriété, la primauté du droit, la consommation d'un gouvernement plus petit, plus grande transparence et la responsabilité politique).

⁵ Francis Fukuyama : la démocratie américaine a peu d'enseigner la Chine, *Financial Times* le 17 janvier 2011

Alors que nous n'avons pas trouvé de corrélation significative entre la démocratie dans la croissance générale et économique, il est apparu concevable qu'une relation non linéaire entre la taille de l'État-providence et la croissance économique (sécurité sociale de base aidant, mais les États-providence surdimensionnés retarder la croissance économique à long cours).

Démocraties de la troisième vague a dû faire face gonflées attentes économiques dès le début, alors que les droits politiques étaient d'une importance presque secondaire. La population majoritaire doit, par conséquent, une plus grande tolérance pour les limites de leurs libertés civiles que celle de leurs avantages sociaux et de bien-être. L'émergence de l'État-providence a coïncidé avec les deuxième et le troisième effet de la démocratisation en Europe. Il est donc difficile de dire si la popularité de la démocratie découle de la liberté de l'intrusion de l'État ou de la popularité des mesures de protection sociale.

La question est de savoir si résultant démocratie est un luxe, à prix abordable pendant les bonnes années seulement. Il porte également une incidence sur les politiques concernant la répartition des ressources entre la propagation de la démocratie dans le monde et de l'approfondissement et de la consolidation de celles existantes - en particulier les pays de la troisième vague.

Selon Huntington, il y a deux alternatives majeures à la démocratie dans le monde post-communiste : les systèmes politiques islamistes et le « nouvel autoritarisme » de l'Asie. Ce dernier porte un grand attrait pour les dirigeants de l'insécurité économique des pays d'Europe en dépit de son caractère unique (Singapour étant le seul État non démocratique, avec un PIB par habitant des démocraties avancées qui n'est pas basée sur les ressources naturelles) et sa relativement courte durée de vie historique.

Parmi les nombreux inconvénients des régimes autoritaires les plus importants semble être leur rigidité par rapport aux démocraties qui ont souvent réussi à concevoir des changements pacifiques à leurs règles constitutionnelles mis en place en réaction à la demande du public.

Extension possible de la recherche peut inclure une analyse historique comparative de l'ère pré-1938 en Europe, où l'hyperinflation et de la vengeance économique de l'Allemagne a donné lieu à la vague de démocratisation deuxième arrière.

*

Traduit par Judit Varga

References

- BARRO, Robert J. (1996): Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study. *NBER Working Paper* No. 5698, August 1996 Downloaded: <http://www.nber.org/papers/w5698>
- DI PALMA, Giuseppe (1990): *To Craft Democracies: An Essay on Democratic Transitions*. Berkeley: University of California Press 1990
- DIAMOND, Larry – Plattner, Marc F. – Chu, Yun-han – Tien, Hung-mao (ed. 1997): *Consolidating the third wave democracies – Regional Challenges*. Johns Hopkins University Press, Baltimore and London
- DIAMOND, Larry (1999). *Developing democracy toward consolidation*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999
- DIAMOND, Larry (ed. 1997): *Consolidating the third wave democracies: Themes and Perspectives*. The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1997
- DIAMOND, Larry (1991): An American Foreign Policy for Democracy. A Democratic Leadership Council, July 1991 Downloaded: www.dlc.org/documents/democracy.pdf
- EUSEPI, Giuseppe – GIURIATO, Luisa (2008): Democracy, debt and disorder. Towards the end of political "generosity" http://findarticles.com/p/articles/mi_qa5334/is_2_8/ai_n29447186/ (Downloaded: October 2010)
- FERGUSON, Niall (2001): *The Cash Nexus: Money and Power in the Modern World, 1700-2000* (New York, Basic Books, 2001)
- FERGUSON, Niall (2008): *The Ascent of Money – A Financial History of the World*, The Penguin Press, New York, 2008
- FIDRMUC, Jan (2003): Economic reform, democracy and growth during post-communist transition In: *European Journal of Political Economy*. Vol. 19 (2003) PP 583–604
- HUDECZ Gergely (2007): Demokrácia és demokratizálódás In: *Kül-Világ*, 2007/2. pp. 19-34
- HUNTINGTON, Samuel P. (1991) Democracy's Third Wave In: *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 12-34
- HUNTINGTON, Samuel P. (1991b): *The third wave: democratization in the late twentieth century*. University of Oklahoma Press, 1991

- HUNTINGTON, Samuel P. (1996): Democracy For The Long Haul In: *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2 1996, pp. 3-13
- LINZ, Juan – STEPAN, Alfred (1996a): Toward Consolidated Democracies In: *Journal of Democracy* Volume 7 Number 2 pp. 14-33
- LINZ, Juan – STEPAN, Alfred (1996b): *Problems of democratic transition and consolidation – Southern Europe, South America and post-communist Europe*. The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1996
- LIPSET, Seymour Martin (1959): Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy In: *The American Political Science Review*, Vol. 53, No. 1 (Mar. 1959), 69-105.
- MILL, John Stuart (1859): *On Liberty*. Batoche Books, Kitchener, Ontario, Canada, 2001
- NOVA, Eszter (2011): A demokratikus konszolidáció fogalmai és dilemmái, Pénzügykutató, Budapest, 2011 (Working Paper)
- OLSON, Mancur, Jr. (1965): *The Logic of Collective Action*, Cambridge, MA, Harvard University Press
- PRZEWORSKI, Adam (1991): *Democracy and the Market – Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge University Press 1991
- PRZEWORSKI, Adam (undated): Democracy and Economic Development. Research Paper. Downloaded: <http://as.nyu.edu/docs/IO/2800/sisson.pdf>
- QUINN, Dennis P. – WOOLLEY, John T. (2001): Democracy and National Economic Performance In: *American Journal of Political Science*, Vol. 45, No. 3 (July 2001) PP 634-657
- SCHEDLER, Andreas (1998): What is Democratic Consolidation? In: *Journal of Democracy* 9.2 pp. 91-107
- SCHMITTER, Philippe C. (1993): *Dangers, Dilemmas and Prospects for the Consolidation of Democracy*. Stanford University, 1993
- SCHMITTER, Philippe C. (2010): The Future of 'Real-Existing' Democracy (research seminar paper) http://iis-db.stanford.edu/evnts/5844/SchmitterFUTURE_OF_Democracy3.pdf (February 2011)
- SCHMITTER, Philippe C. – SANTISO, Javier (1998): Three Temporal Dimensions to the Consolidation of Democracy. In: *International Political Science Review*, Volume 19. No. 1, pp. 69-92
- WANG, Shaoguang (2002): State Effectiveness and Democracy. Working Paper, The Chinese University of Hong Kong, July 12, 2002
- WHITE, Stephen (1986): Economic performance and communist legitimacy. In: *World Politics*, 38 (3).PP 462-482.
- ZAKARIA, Fareed (1997): The Rise of Illiberal Democracy In: *Foreign Affairs*, November/December 1997 Vol. 76, No. 6 pp. 22-43.

*

<http://www.southeast-europe.org>
dke@southeast-europe.org

© DKE 2011.

Attention! Les auteurs conservent pleins droits de réimpression et de publication pour ces articles. Si vous citez cet article nous vous prions d'informer le rédacteur en chef à l'adresse suivante : dke@southeast-europe.org
 Pour citer cet article : Eszter Nova: La crise économique et la consolidation démocratique. (Traduite par Judit Varga) *Délkelet-Európa – South-East Europe International Relations Quarterly*, Vol. 2. No. 2. (Été 2012) 10 p.
 Merci de votre compréhension. Le rédacteur en chef.